

Déclaration de candidature

Élections municipales
7 novembre 2021

DÉCLARATION DE CANDIDATURE

SECTION 1 – PERSONNE QUI POSE SA CANDIDATURE

Le prénom et le nom seront orthographiés sur le bulletin de vote comme indiqué ci-dessous.

Prénom *Nom*

- Cochez cette case si ce nom est de notoriété constante dans votre vie politique, professionnelle ou sociale, mais qu'il est différent de celui obtenu à la naissance ou officialisé au *Registre de l'état civil*.

Date de naissance : _____

Année *Mois* *Jour*

Adresse sur le territoire de la ville qui rend éligible :

Numéro, rue, appartement *Code postal*

Pièce d'identité jointe : _____

SECTION 2 – POSTE CONVOITÉ

Maire Maire avec colistier _____

Nom du colistier

Conseiller municipal Conseiller municipal et colistier _____

Nom du candidat à la mairie

District électoral : _____

SECTION 3 – PARTI AUTORISÉ (le cas échéant)

Nom du parti autorisé : _____

SECTION 4 – ÉCRIT FAISANT OFFICE DE LETTRE ET ATTESTANT LA CANDIDATURE POUR UN PARTI AUTORISÉ

Je, _____

Prénom *Nom*

chef du parti autorisé, atteste, par la présente que

Prénom *Nom*

est la personne désignée pour poser sa candidature au poste identifié ci-haut pour notre parti.

Signature de la ou du chef du parti *Nom du parti autorisé*

SECTION 5 – DÉCLARATION SOUS SERMENT DE LA PERSONNE QUI POSE SA CANDIDATURE

Je déclare sous serment que je remplis les conditions mentionnées à l'article 61 de la *Loi sur les élections et référendums dans les municipalités* (LERM) pour être éligible et que je ne suis dans aucun cas d'inéligibilité prévus aux articles 62 à 67 de cette Loi (*les articles 61 à 67 de la LERM sont reproduits à la fin du présent formulaire*).

Signature de la personne qui pose sa candidature

Déclaré sous serment devant moi le :

_____|_____|_____
Année Mois Jour

à Québec

Signature de la personne autorisée à recevoir le serment

À titre de

SECTION 6 – PERSONNE DÉSIGNÉE POUR RECUEILLIR DES SIGNATURES D'APPUI

(Remplir cette section si, la personne qui pose sa signature en désigne une autre pour recueillir des signatures d'appui)

Je désigne la personne suivante pour recueillir des signatures d'appui à ma candidature :

Prénom

Nom

Adresse :

Numéro, rue, appartement

Code postal

Signature de la personne qui pose sa candidature

SECTION 7 – SIGNATURES D'APPUI

Nous, électrices et électeurs de la ville de Québec, appuyons la candidature de :

Nom de la personne qui pose sa candidature

au poste suivant :

Maire

Maire avec colistier

Nom du colistier

Conseiller municipal

Conseiller municipal
et colistier

Nom du candidat à la mairie

Nom du district électoral : _____

En foi de quoi, nous avons signé la présente déclaration de candidature.

SECTION 7 – SIGNATURES D'APPUI (suite)			
N°	Prénom et nom <i>(En lettres moulées)</i>	Adresse <i>(Telle qu'elle doit être inscrite sur la liste électorale municipale)</i>	Signature
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			
16			
17			
18			
19			
20			
21			
22			
23			
24			
25			

SECTION 7 – SIGNATURES D’APPUI (suite)			
N°	Prénom et nom <i>(En lettres moulées)</i>	Adresse <i>(Telle qu’elle doit être inscrite sur la liste électorale municipale)</i>	Signature
26			
27			
28			
29			
30			
31			
32			
33			
35			
35			
36			
37			
38			
39			
40			
41			
42			
43			
44			
45			
46			
47			
48			
49			
50			

SECTION 7 – SIGNATURES D’APPUI (suite)

N°	Prénom et nom <i>(En lettres moulées)</i>	Adresse <i>(Telle qu'elle doit être inscrite sur la liste électorale municipale)</i>	Signature
51			
52			
53			
54			
55			
56			
57			
58			
59			
60			
61			
62			
63			
64			
65			
66			
67			
68			
69			
70			
71			
72			
73			
74			
75			

SECTION 8 – DÉCLARATION DES PERSONNES QUI ONT RECUEILLI DES SIGNATURES D'APPUI

Je déclare que les personnes qui ont apposé leur signature dans la section 7 de ce formulaire l'ont fait en ma présence, que je les connais et qu'elles sont, à ma connaissance, des électrices et des électeurs de la ville de Québec.

Signature de la personne qui pose sa candidature (si elle a recueilli des signatures d'appui)

Signature de la personne désignée à la section 6 (si elle a recueilli des signatures d'appui)

SECTION 9 – DÉPENSES DE PUBLICITÉ FAITES AVANT LA PÉRIODE ÉLECTORALE

Depuis le 1^{er} janvier 2021 et jusqu'au 24 septembre 2021, le montant total des dépenses de publicité qui ont été effectuées relativement à ma candidature par la personne qui agit à titre de représentant officiel pour mon compte ou pour celui du parti auquel j'appartiens ou j'ai appartenu est le suivant :

_____ (indiquer « 0 » si aucune dépense)

Indiquer de manière détaillée ces dépenses si leur total excède 1 000 \$

N°	Nom du fournisseur	Adresse du fournisseur	Montant (\$)
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			

SECTION 9 – DÉPENSES DE PUBLICITÉ FAITES AVANT LA PÉRIODE ÉLECTORALE (suite)

N°	Nom du fournisseur	Adresse du fournisseur	Montant (\$)
13			
14			
15			
16			
17			
18			
19			
20			
21			
22			
23			
24			
25			
26			
27			
28			
29			
30			
31			
32			
33			
34			
35			
Total :			

**SECTION 10 – DÉSIGNATION ET CONSENTEMENT POUR AGIR À TITRE DE REPRÉSENTANT ET D'AGENT OFFICIEL
(dans le cas où la personne pose sa candidature à titre d'indépendant)**

10.1 - DÉSIGNATION

- J'agirai personnellement à titre de représentante ou représentant et d'agente officielle ou d'agent officiel
- Je désigne pour agir à ce titre

Prénom *Nom*

Adresse

Numéro, rue, appartement *Municipalité* *Code postal*

Téléphone (jour)

Ind. rég. *Numéro de téléphone*

Note : Si la personne qui pose sa candidature est déjà autorisée, la personne désignée ci-dessus doit être la même que celle désignée pour agir à titre de représentante ou de représentant et d'agente officielle ou d'agent officiel sur la demande d'autorisation déjà produite.

Signature de la personne qui pose sa candidature

10.2 – CONSENTEMENT (si la personne désignée n'est pas celle qui pose sa candidature)

- Je consens à ma nomination et déclare remplir les conditions pour agir à ce titre (art. 383).

Signature de la personne désignée pour agir à titre de représentante ou de représentant et d'agente officielle ou d'agent officiel :

Signature

SECTION 11 – ACCEPTATION DE LA PRODUCTION DE LA DÉCLARATION DE CANDIDATURE

Je, _____

Prénom et nom de la personne autorisée à accepter la production d'une déclaration de candidature

1. Confirme que la présente déclaration de candidature a été produite à mon bureau pendant la période de mise en candidature;
2. Accepte la production de la présente déclaration de candidature parce qu'elle est complète et accompagnée des documents requis.

Signature de la personne autorisée à accepter la production d'une déclaration de candidature :

Signature *À titre de*

Année *Mois* *Jour* à *Heure* h *Minute*

SECTION 12 – Demande d’autorisation de la personne qui pose sa candidature à titre d’indépendant

- Je suis déjà autorisé
- Je ne désire pas être autorisé et je comprends que je ne pourrai pas solliciter ni recueillir des contributions, effectuer des dépenses même provenant de mes propres deniers, utiliser du matériel pour ma campagne, ou contracter des emprunts, sous peine de commettre une infraction à la LERM.
- Je demande à être autorisé conformément à l’article 400 de la LERM et je fournis les renseignements suivants s’ils sont différents de ceux indiqués à la *section 1* du présent formulaire.

• **Nom à la naissance**

Prénom *Nom*

• **Adresse du domicile**

Numéro, rue, appartement *Municipalité* *Code postal*

• **Adresse des communications**

Numéro, rue, appartement *Municipalité* *Code postal*

• **Adresse où seront conservés les livres et les comptes**

Numéro, rue, appartement *Municipalité* *Code postal*

• **Téléphone (obligatoire)**

Ind. rég. *Numéro de téléphone* *Ind. rég.* *Numéro téléphone*

• **Adresse courriel (nécessaire aux fins de l’accès à l’extranet des entités politiques autorisées)**

Courriel

• **Note**

La personne désignée à la *section 10* pour agir à titre d’agente officielle ou d’agent officiel est également celle qui agit à titre de représentante officielle (art. 382).

Signature de la personne qui pose sa candidature *Année* *Mois* *Jour*

• **Autorisation**

En vertu des pouvoirs qui me sont dévolus par l’article 375 de la LERM, je vous accorde l’autorisation prévue à l’article 400 de cette loi.

Signature de la personne habilitée à accorder une autorisation *À titre de*

**Extraits de la Loi sur les élections et référendums
dans les municipalités (LERM)**

- 61.** Est éligible à un poste de membre du conseil de la municipalité toute personne qui a le droit d'être inscrite sur la liste électorale de celle-ci et qui réside de façon continue ou non sur le territoire de la municipalité depuis au moins les 12 derniers mois le 1^{er} septembre de l'année civile où doit avoir lieu une élection générale.

1987, c. 57, a. 61; 1999, c. 25, a. 7; 2009, c. 11, a. 84; 2016, c. 17, a. 45.

- 62.** Sont inéligibles :

1° les juges des tribunaux judiciaires;

2° le directeur général des élections et les autres membres de la Commission de la représentation;

3° les ministres du gouvernement du Québec et du Canada;

4° les fonctionnaires, autres que les salariés au sens du Code du travail (chapitre C-27), du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et de tout autre ministère qui sont affectés de façon permanente au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire;

5° les membres et les fonctionnaires, autres que les salariés au sens du Code du travail, de la Commission municipale du Québec;

6° les procureurs aux poursuites criminelles et pénales;

7° (*paragraphe abrogé*);

8° le directeur des poursuites criminelles et pénales.

1987, c. 57, a. 62, 1996, c. 73, a. 17; 1997, c. 43, a. 226; 1999, c. 43, a. 13; 2003, c. 19, a. 250; 2005, c. 28, a. 196; 2005, c. 34, a. 53; 2009, c. 26, a. 109.

- 63.** Sont également inéligibles à un poste de membre du conseil de la municipalité :

1° les fonctionnaires ou employés de celle-ci, à l'exception de ceux qui lui fournissent leurs services pour combattre les incendies sur une base ponctuelle et qui sont communément désignés sous le nom de «pompiers volontaires», à l'exception de ceux qui ont été engagés par elle pour agir à titre de premiers répondants au sens de la Loi sur les services préhospitaliers d'urgence (chapitre S-6.2) et à l'exception des personnes qui ne sont qu'assimilées par la loi à des fonctionnaires ou à des employés de la municipalité;

1.1° les fonctionnaires ou employés d'un organisme mandataire de la municipalité visé à l'un ou l'autre des paragraphes 1° et 2° de l'article 307;

2° (*paragraphe abrogé*);

3° les membres du personnel électoral de la municipalité;

4° les personnes qui exercent la fonction d'agent officiel ou de représentant officiel des partis titulaires d'une autorisation valable pour la municipalité en vertu du chapitre XIII et leurs adjoints ainsi que la personne qui exerce la fonction d'agent et représentant officiels d'un candidat indépendant à l'élection en cours, sauf le candidat indépendant qui exerce lui-même cette fonction.

1987, c. 57, a. 63; 1990, c. 85, a. 122; 1996, c. 73, a. 18; 2002, c. 37, a. 148; 2003, c. 19, a. 186; 2009, c. 11, a. 7.

- 64.** Est inéligible le titulaire du poste de chef d'un parti ou le candidat indépendant à une élection antérieure dont le rapport financier ou le rapport de dépenses électorales exigé par l'un des articles 408, 419, 479, 483.1, 484, 485 et 492 n'a pas été transmis dans le délai prévu, tant que ce rapport n'est pas transmis.

Dans le cas où le parti n'existe plus ou si le poste de chef est vacant, la personne inéligible en vertu du premier alinéa est le dernier titulaire du poste de chef du parti.

Aux fins du présent article, le mot « chef » a le sens que lui donne l'article 364.

1987, c. 57, a. 64; 2009, c. 11, a. 8; 2016, c. 17, a. 100.

- 65.** Est inéligible le candidat indépendant à une élection antérieure qui n'a pas acquitté toutes les dettes contractées durant son autorisation conformément à l'article 474, pendant quatre ans à compter de son défaut.

L'inéligibilité d'un candidat indépendant élu cesse toutefois le jour de la transmission du rapport financier constatant l'acquittement de toutes ces dettes, lorsqu'elle est faite avant l'expiration de la période de quatre ans.

1987, c. 57, a. 65; 2016, c. 17, a. 100.

- 66.** Est inéligible à un poste de membre du conseil de la municipalité toute personne qui est inhabile à exercer cette fonction en vertu de l'un des articles 301 à 307. Est également inéligible toute personne qui, à la suite d'un jugement passé en force de chose jugée, est inhabile en vertu de l'un des articles 468.45.8, 568, 569 et 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19), 614.8, 938.4, 1082 et 1094 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1), 118.2 de la Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (chapitre C-37.01), 111.2 de la Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec (chapitre C-37.02), 108.2 de la Loi sur les sociétés de transport en commun (2001, chapitre 23), 6 de la Loi sur les travaux municipaux (chapitre T-14) et 204 et 358 de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (chapitre V-6.1).

1987, c. 57, a. 66; 1997, c. 34, a. 17; 1999, c. 25, a. 8; 2000, c. 56, a. 140; 2002, c. 37, a. 149; 2008, c. 18, a. 72.

- 67.** Est inéligible à un poste de membre du conseil de la municipalité toute personne qui occupe un poste de membre du conseil d'une autre municipalité, qui est candidate à un tel poste ou qui y a été proclamée élue depuis 30 jours ou moins.

Est également inéligible à un poste de membre du conseil de la municipalité toute personne qui occupe un autre poste au sein de ce conseil, sauf dans le cas d'une élection lors de laquelle le poste qu'elle occupe est ouvert aux candidatures ou cesse d'exister.

Malgré le premier alinéa, n'est pas inéligible à un poste de membre du conseil de la municipalité locale tout préfet d'une municipalité régionale de comté élu conformément à l'article 210.29.2 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (chapitre O-9).

1987, c. 57, a. 67; 1989, c. 56, a. 1; 2001, c. 25, a. 79.